

Titre :	Politique relative à l'intégrité en recherche
Entrée en vigueur :	20 février 2007
Modification :	Conseil de gestion : 2007-TU-CG-012 082 2007-TU-CG-018-131 Conseil d'administration : CA-037-303 CA-049-240 CA-066-466
Références :	AUDY, S. (2002). <i>Pour une intégrité en recherche</i> . COMITÉ D'ÉTHIQUE DE LA RECHERCHE ET D'INTÉGRITÉ SCIENTIFIQUE DU FRSQ (2001). <i>Les standards du FRSQ sur l'éthique de la recherche et l'intégrité scientifique</i> . CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES DU CANADA (1997). <i>L'intégrité dans la recherche et les travaux d'érudition. Procédure d'examen des allégations d'inconduite dans la recherche et l'érudition</i> . INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA, CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE ET CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES. <i>Politique inter-conseils sur l'intégrité dans la recherche et les travaux d'érudition</i> , http://www.crsng.gc.ca/professors_f.asp?nav=profnav&lbi=p9 .

SECTION 1. Préambule

Le 26 octobre 2005 marquait la concrétisation officielle par le gouvernement du Québec du projet d'alliance interuniversitaire, proposé par la Télé-université et l'UQAM, visant à créer la plus grande université francophone bimodale afin de favoriser davantage l'accessibilité à l'enseignement universitaire et de mieux contribuer au développement de notre société basée sur le savoir. La Télé-université est ainsi devenue Télé-université de l'Université du Québec à Montréal, ayant une double mission : fournir la formation à distance de l'UQAM et favoriser le développement du télé-enseignement au sein de l'Université du Québec.

Au sein de l'UQAM, la Télé-université, par son statut de « composante spécifique », est dotée d'un Conseil de gestion, d'une Commission académique de la formation à distance et d'une représentativité adéquate auprès des instances de gouvernance de l'UQAM et de l'Université du Québec. Particulièrement au chapitre de la recherche, la Télé-université maintient la gouvernance de ses activités.

Prenant en compte son nouveau contexte institutionnel, la Télé-université propose une refonte de sa politique actuelle relative à l'intégrité en recherche.

La Télé-université, en se dotant d'une Politique relative à l'intégrité en recherche, entend promouvoir les obligations, en matière d'éthique, établies par les organismes subventionnaires dans le cadre d'une politique interconseils, particulièrement les normes élevées d'intégrité scientifique.

L'intégrité en recherche, telle que définie par le Fonds de recherche en santé du Québec (FRSQ)¹, s'énonce comme

¹ Fonds de recherche en santé du Québec (2003). *Guide d'éthique de la recherche et d'intégrité scientifique*, 2^e édition, http://www.frsq.gouv.qc.ca/fr/ethique/pdfs_ethique/GUIDE2003.pdf

suit : « Le concept d'intégrité appliqué au domaine de la recherche scientifique a pour objets la probité intellectuelle, l'usage rigoureux des ressources destinées à la recherche et l'abstention de se placer en situation de conflit d'intérêts » (p. 20). De façon précise, l'intégrité en recherche concerne « la rigueur intellectuelle, la reconnaissance des travaux réalisés par des collègues ou des étudiants et une gestion financière efficace et rigoureuse » (p. 33).

La présente politique s'inscrit également dans le respect des principes de moralité, d'équité, d'honnêteté et d'imputabilité défendus par l'Université du Québec dans sa Politique-cadre d'intégrité en recherche, à laquelle adhère la Télé-université.

Deux volets composent la présente politique qui vise, à la fois, la recherche mais aussi la chercheuse ou le chercheur qui la réalise à la Télé-université. Le premier volet définit *le partage des responsabilités* entre les chercheurs et les instances de l'établissement en ce qui concerne la promotion et le respect des principes énoncés. Le second volet décrit *la procédure de traitement des plaintes* concernant les allégations de manquement aux principes d'éthique en matière d'intégrité en recherche. Cette procédure précise aussi le rôle des diverses instances responsables dans le traitement des plaintes.

L'éthique de la recherche avec les êtres humains ainsi que les conflits d'intérêts font l'objet de deux politiques distinctes : la Politique d'éthique de la recherche avec des êtres humains et la Politique portant sur le conflit d'intérêts.

L'ensemble des principes de conduite en matière d'intégrité en recherche définis dans cette politique tient compte de l'éventualité d'un accroissement du corps professoral de la Télé-université et, par conséquent, d'un élargissement possible des champs disciplinaires.

SECTION 2. Énoncés de principes

Les énoncés suivants gouvernent la Politique relative à l'intégrité en recherche de la Télé-université :

- A. Les chercheuses, les chercheurs et l'établissement respectent les principes de conduite en matière d'intégrité en recherche.
- B. La Direction de l'enseignement, de la recherche et de la création s'engage à faire la promotion de l'intégrité en recherche, à examiner les allégations de manquements à l'intégrité dans le domaine de la recherche et à traiter chacun des cas avec équité, selon la procédure prévue. Elle confie au Comité de la recherche et de la création le soin de sensibiliser et d'informer les chercheuses et les chercheurs de la Télé-université en matière d'intégrité en recherche.
- C. La présente politique rappelle la responsabilité des chercheuses et chercheurs, tel que précisé dans *l'Énoncé de politique des trois Conseils*² :
 - a. Faire état de toute contribution importante des collaboratrices, collaborateurs, des étudiantes et étudiants; n'utiliser les travaux inédits d'autres chercheuses et chercheurs et universitaires qu'avec leur permission, en en faisant dûment mention; et utiliser les archives conformément aux règles établies par les sources archivistiques.
 - b. Obtenir la permission de l'auteure ou de l'auteur avant d'utiliser des informations, données ou concepts nouveaux obtenus grâce à l'accès à des manuscrits confidentiels ou à des demandes de financement de la

² CRMC, CRSNG et CRSH (1998). *Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique en recherche avec des êtres humains*, http://www.pre.ethics.gc.ca/francais/pdf/TCPS%20octobre%202005_F.pdf

recherche ou de la formation dans le cadre de processus comme l'examen par les pairs.

c. Appliquer les principes de rigueur et d'intégrité scientifiques dans l'obtention, l'enregistrement et l'analyse des données, ainsi que dans la communication et la publication des résultats.

d. S'assurer que toutes les personnes qui ont contribué matériellement au contenu de la publication en question et qui en partageant la responsabilité figurent parmi les auteurs des travaux publiés, et uniquement ces personnes.

e. Divulguer aux organismes parrainant le projet, aux établissements de recherche universitaire, aux revues spécialisées ou aux organismes de financement tout conflit d'intérêts d'ordre matériel, financier ou autre, pouvant influencer leur décision de demander à une personne de revoir des manuscrits ou des demandes de bourses ou de subventions, ou d'expérimenter des produits, ou de l'autoriser à entreprendre un travail parrainé par des sources extérieures. »

SECTION 3. Principes de conduite

Les principes de conduite propres à l'intégrité de la chercheuse ou du chercheur tiennent compte du fait que les activités de recherche peuvent donner lieu à des erreurs qui sont commises de bonne foi. Ces erreurs ne doivent pas être confondues avec un comportement d'inconduite qui consiste à induire délibérément la communauté scientifique et le public en erreur.

Voici une liste non exhaustive des comportements répréhensibles³, ces derniers étant définis comme « toute conduite intentionnelle ou négligente ou insouciante menaçant l'intégrité en recherche »⁴ et considérés comme des manquements à l'intégrité en recherche :

- a. **La fabrication des données et leur falsification** : la fabrication implique l'idée d'invention, de création, de falsification, de manipulation. La fabrication et la falsification peuvent intervenir à plusieurs stades du processus de recherche : à l'élaboration et à la présentation des documents requis lors d'une demande de subvention, au moment de l'exécution du projet de recherche, de l'analyse des données et de la présentation des résultats de recherche. On parle de fabrication lorsqu'une personne invente délibérément des données ou des cas qui ne sont pas fondés sur l'expérimentation effectuée puis les enregistre comme tels. La falsification, quant à elle, est distincte de la fabrication puisqu'elle implique qu'il y a eu expérimentation. Elle va de la manipulation délibérée de données à leur dissimulation ou à leur suppression. Les données sont ici altérées ou omises, ce qui est susceptible de générer des biais et, éventuellement, d'avoir une incidence sur les résultats et leur interprétation. Le fait de procéder à une analyse inappropriée de données ou d'utiliser une méthodologie statistique impropre à la recherche en constitue d'autres exemples. Le fait d'avoir recours à une méthode statistique ou de mesure non appropriée dans le but de mousser la signification des résultats de recherche constitue une autre forme de falsification. Il en va de même lorsque le chercheur rapporte improprement le statut (cas témoins) des sujets de recherche, présente, au moment de la diffusion des résultats, des spéculations comme étant des faits, exagère l'importance des résultats ou ne précise pas leur portée et leur limite.

³ Audy, S. (2002). *Pour une intégrité en recherche*. Comité de liaison en éthique de la recherche de l'Université de Montréal, <http://www.recherche.umontreal.ca/PDF/Integriteversionfinale2002.pdf>.

⁴ *Ibid.*, p. 24.

- b. **L'attribution impropre** : les manquements regroupés sous ce vocable concernent des conduites visant à s'attribuer la propriété ou la paternité d'une chose, d'une idée. On pense d'une part, au plagiat et, d'autre part, à des formes qui s'en rapprochent tout en étant distinctes que nous regroupons ici sous l'appellation d'appropriation indue.
- i. **Le plagiat** consiste à s'attribuer les idées, les mots ou les résultats d'une autre personne, à son insu, sans lui en reconnaître le mérite. Il sous-entend qu'il y a eu diffusion au préalable, que ce soit par le biais d'une publication ou d'une présentation orale.
 - ii. **L'appropriation indue** consiste à s'attribuer, en partie ou en totalité, le travail ou les idées d'autrui à ses propres fins à l'insu ou non de la personne concernée. Seraient également assimilés à de l'appropriation indue i) le cas d'une personne qui utiliserait sans autorisation des informations confidentielles pour modifier ses propres recherches ou les orienter de façon différente, ii) le cas d'utilisation, pour la signature des publications et des demandes de fonds, de critères sans rapport avec la contribution intellectuelle ou pratique des chercheurs », iii) le cas, notamment, lorsqu'un membre de l'équipe de recherche passe sous silence la contribution importante faite par un autre membre qui pourtant répondait aux critères d'attribution et avait mérité de recevoir une partie du crédit, iv) le fait d'inclure, à son *insu*, le nom d'une personne, par exemple, dans la liste des auteurs d'un article ou d'un chapitre de livre, v) l'attribution de paternité sans contribution : la personne est désignée comme auteur alors qu'elle n'a pas, peu ou prou, contribué à la recherche ou à la publication, vi) le syndrome de « l'auteur non-rédacteur » ou du « rédacteur non-auteur », qui consiste à faire appel à un rédacteur professionnel spécialement embauché pour écrire un article à partir d'informations ou de matériel fournis par le demandeur, généralement le promoteur du projet, à sa satisfaction. Celui-ci n'est nullement impliqué dans le projet. Il n'est pas non plus désigné comme auteur, d'où l'appellation d'auteur fantôme. Ensuite, une personne est approchée en vue de la désigner comme auteur de l'article ainsi écrit, moyennant son accord sur le contenu de l'article et des honoraires professionnels. C'est ce qu'on appelle un auteur invité. Ce dernier peut avoir une réputation prestigieuse, ce qui rehausse les prétentions de l'article.
- c. **L'ingérence** : il y a ingérence lorsqu'une personne s'immisce dans un dossier — entendu au sens large — ou prend une mesure dans le but de faire obstacle, de nuire ou de favoriser quelqu'un ou quelque chose. Ainsi, la « manipulation de l'appareil expérimental ainsi que des données, des analyses, des résultats ou d'un rapport rédigé par un autre auteur, à une étape quelconque d'une recherche scientifique, dans le but d'empêcher ou de nuire à la bonne exécution et à la gestion d'un projet scientifique »⁵ en constitue un bel exemple. Des allégations malicieuses de manquement, des « violations des procédures normales de traitement des plaintes pour inconduite dans le domaine de la science »⁶, des représailles exercées contre une personne ayant dénoncé une situation, ou le fait de couvrir, d'être complice ou complaisant à l'égard de l'inconduite d'autrui en constituent d'autres. Il en irait de même d'une personne qui rejetterait un document qu'elle a évalué parce qu'elle entend en soumettre un portant sur le même sujet.
- d. **La violation des normes de l'éthique en recherche avec des sujets humains ou des animaux** : à titre d'exemple, le fait d'entreprendre un projet avant qu'il n'ait reçu une approbation d'un comité d'éthique de la recherche constituerait un manquement; il en irait de même d'une obtention de données personnelles à l'insu des personnes concernées sans les autorisations requises en cette matière. Le fait de ne pas respec-

⁵ Traduction libre de Barnbaum, D. R. et M. Byron (2001). *Research Ethics. Text and Reading*, Upper Saddle River, NJ : Prentice Hall, p. 233. Committee on Science, Engineering and Public Policy (1995). *On Being a Scientist: Responsible Conduct in Research*, 2^e éd., National Academy Press, <http://stills.nap.edu/html/obas/>, p. 16.

⁶ Traduction libre de Committee on Science, Engineering and Public Policy (1995). *On Being a Scientist: Responsible Conduct in Research*, 2^e éd., National Academy Press, <http://stills.nap.edu/html/obas/>, p. 16.

ter le protocole initialement approuvé ou les conditions arrêtées par le CER, ou le fait de ne pas aviser le CER (moyens passifs de suivi) en constituent d'autres.

- e. **La non-diffusion des résultats** : la non-diffusion systématique des résultats de recherche évoque directement le principe de bienfaisance. Le secret ralentit ou compromet le progrès, il « introduit une dynamique de conflit là où la coopération donnerait probablement de meilleurs résultats. »⁷. Les informations scientifiques en notre possession, parce que parcellaires, ne donneraient pas un portrait réel de l'état d'avancement des connaissances. Le secret entraînerait « une perte de confiance dans l'intégrité de la science et des scientifiques »⁸. La non-diffusion accroît les probabilités de « répétitions inutiles de l'essai »⁹.
- f. **Quelques procédés discutables de publication** : l'autoplaijat *i.e.* « la publication sous plusieurs formes des mêmes résultats de recherche sans faire état de la première publication ou des publications parallèles »¹⁰ et la « technique salami » consistant à fragmenter les résultats de recherche « afin de les publier en de multiples petits articles au lieu de les publier en un seul article plus substantiel »¹¹.
- g. **Des conflits d'intérêts** : une situation de conflit d'intérêts survient « lorsqu'une décision ou une action imposée par une obligation principale risque d'être influencée par des intérêts extérieurs [...], que l'on ait finalement permis ou non que lesdits intérêts influent sur cette décision ou cette action »¹². Il s'agit d'une « situation qui présente ou peut être raisonnablement perçue comme présentant un risque réel qu'un intérêt personnel entrave le jugement »¹³ d'une personne. Les conflits d'intérêts sont susceptibles d'influencer le jugement des personnes concernées de telle manière qu'ils puissent constituer une menace aux valeurs traditionnelles de la science, de la recherche, à la confiance du public envers la recherche, à la diffusion des résultats et à la protection des sujets humains. Ils peuvent être la cause de biais dans la conduite, dans l'interprétation et la présentation des résultats soulevant ainsi toute la question de l'objectivité en science, la scientificité et la qualité des résultats obtenus, leur valeur et apport réels et l'innocuité des traitements commentés. « Les conflits d'intérêts peuvent avoir une influence néfaste sur la conception, la réalisation ou la façon de présenter les résultats de la recherche, menaçant ainsi sa valeur scientifique »¹⁴.
- h. **Le manque d'exhaustivité** : « la négligence de tenir compte de l'état d'avancement des connaissances sur un sujet » dans l'élaboration d'un protocole serait assimilée à un manquement. Non seulement cela pourrait donner lieu à une recherche redondante mais, de plus, « des patients pourraient être en danger et des fonds publics gaspillés pour répondre à une question qui a déjà trouvé réponse »¹⁵.

⁷ Bourgeault, G. (2000). « Et si toutes ces règles incitaient à la fraude... », *Éthique publique*, 2(2) : 47-53, p. 52.

⁸ Traduction libre de Bradley, S. G. (2000). « Managing conflicting interests », dans F.L. Macrina (sous la direction de), *Scientific Integrity. An Introductory Text with Cases*, Washington D. C. : ASM Press, p. 133.

⁹ CRM, CRSNG et CRSH (1994). *L'intégrité dans la recherche et les travaux d'érudition. Une politique inter-conseils*, p. 76.

¹⁰ Université de Montréal (1994). *Politique sur la probité intellectuelle en recherche*, http://www.secgen.umontreal.ca/pdf/reglem/francais/sec_60/rech60_11.pdf

¹¹ Larivée, S. (1993). *La science au-dessus de tout soupçon*, Montréal : Éditions du Méridien, p. 46.

¹² Groupe de travail sur les conflits d'intérêts en matière de propriété intellectuelle et de commercialisation (1996). *Rapport préliminaire. Lignes directrices pour la commercialisation de la recherche médicale*, chapitre III, section B, <http://www.mrc.gc.ca/ethics/commerce/titre.html>

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Traduction libre de McCrary, S., C.B. Anderson, J. Jakovljevic, T. Khan, L.B. McCullough, N.P. Wray et B.A. Brody (2000). « A national survey of policies on disclosure of conflicts of interest in biomedical research », *The New England Journal of Medicine*, vol. 343, n° 22, p. 1621.

¹⁵ Traduction libre de Smith, R. (2000). « What is research misconduct ? » dans C. White (ed.), *The Cope Report 2000*, Londres : BMJ Books, p. 10.

- i. **La non-supervision des membres d'une équipe de recherche** : l'incompétence des membres de l'équipe pourrait constituer un manquement. L'incompétence ne saurait toutefois être réduite à la seule méthodologie. Ainsi, à titre d'exemple, un chercheur qui ne connaîtrait pas les normes régissant la recherche ne serait pas respectueux de l'intégrité en recherche. D'autre part, il doit y avoir une supervision adéquate des membres de l'équipe, y compris des étudiants, sinon cela pourrait constituer un manquement. La supervision assure principalement le bon déroulement des activités de recherche, la qualité des données colligées et le bien-être des sujets.
- j. **La mauvaise gestion des fonds de recherche** : la mauvaise gestion des fonds de recherche constitue, selon plusieurs, un manquement entachant principalement le principe de justice.
- k. **Les manquements eu égard à la tenue des dossiers de recherche** : la tenue des dossiers de recherche occupe une place importante dans la mesure où l'intégrité « est indissociable du souci minutieux lié à l'acquisition et à la conservation des résultats de cette recherche »¹⁶. La tenue des dossiers de recherche concerne à la fois la collecte et la conservation. Ainsi, pour certains, « les chercheurs commettent des erreurs de négligence, par exemple l'insouciance les pousse à inscrire ou à présenter incorrectement des données ou des résultats de recherche »¹⁷. Dans un tel cas, il semblerait difficile d'invoquer l'erreur, le chercheur devant faire tout ce qui est possible pour les éviter. Constituerait également un manquement, le fait de ne pas conserver des dossiers de recherche de façon adéquate, « en particulier pour des résultats déjà publiés ou sur lesquels d'autres résultats se fondent »¹⁸ ou les données significatives de recherche pendant une période raisonnable, soit de trois (3) à cinq (5) ans.
- l. **Les manquements concernant l'évaluation par les pairs** : la négligence de cultiver l'esprit critique indispensable à la démarche scientifique, le non-respect de la confidentialité des informations obtenues à titre d'évaluateur ou le manque d'objectivité dans l'évaluation d'une demande de subvention, d'une publication, constitueraient un manquement à l'intégrité. De plus, un chercheur qui refuserait « de donner à ses pairs un accès raisonnable aux données, documents ou matériaux originaux qui viennent appuyer les résultats publiés »¹⁹ pourrait voir sa conduite qualifiée de manquement.
- m. **La formulation d'allégations non fondées** : les dénonciations de manquements ou d'inconduites non fondées sur les faits objectifs et véridiques peuvent porter préjudice à la personne faisant l'objet de telles dénonciations; elles sont considérées comme des manquements à l'intégrité.

La chercheuse ou le chercheur doit faire preuve de responsabilisation en regard des *principes de conduite* suivants :

1. Elle ou il doit faire preuve d'une intégrité scientifique dans ses activités de recherche :
 - elle ou il ne doit pas s'adonner à des comportements frauduleux tels la duplication de données déjà publiées, la fabrication ou la falsification de données, et elle ou il doit éviter toute forme de plagiat;

¹⁶ Traduction libre de National Institutes of Health (NIH), (1997). « Guidelines for the conduct of research at the National Institutes of Health », dans F. L. Macrina (ed.), *Scientific Integrity. An Introductory Text with Cases*, Washington D. C. : ASM Press, p. 291.

¹⁷ Traduction libre de D. R. Barnbaum et M. Byron, *op. cit.*, p. 350. Selon les auteurs, cela peut constituer une forme d'inconduite.

¹⁸ Traduction libre de Panel on Scientific Responsibility and the Conduct of Research (1992). *Responsible Science: Ensuring the Integrity of the Research Process*, National Academy Press, vol. 1, <http://books.nap.edu/books/0309047315/html>, p. 28.

¹⁹ Traduction libre de Panel on Scientific Responsibility and the Conduct of Research (1992). *Responsible Science: Ensuring the Integrity of the Research Process*, National Academy Press, vol. 1, <http://books.nap.edu/books/0309047315/html>, p. 28.

- elle ou il doit faire preuve d'équité lorsque ses responsabilités l'amènent à évaluer une demande de subvention, le travail de recherche ou un article d'un collègue.
- 2. La chercheuse ou le chercheur transmet à ses collègues, collaboratrices, collaborateurs, étudiantes, étudiants, agentes, agents et auxiliaires de recherche, les valeurs de probité scientifique telles que la responsabilité, la rigueur et l'intégrité scientifique.
- 3. La chercheuse ou le chercheur reconnaît le crédit des contributions de ses collaboratrices et collaborateurs lorsqu'il publie les résultats de ses recherches. De plus, si elle ou il utilise des idées, des concepts, des informations ou des travaux non publiés, elle ou il s'engage à obtenir l'accord des auteures et auteurs tout en mentionnant explicitement ces emprunts.
- 4. La chercheuse ou le chercheur s'assure de l'exactitude des données qu'elle ou qu'il manipule à toutes les étapes de traitement de ces données. Elle ou il doit aussi les conserver pour une durée minimale de 5 ans, et ce, à compter de la date de diffusion de sa recherche. Dans le cas de données personnalisées de recherche à risque plus que minimal et/ou d'informations de nature sensible, les protocoles de recherche, tels qu'acceptés par le Comité d'éthique de la recherche avec les êtres humains (CER), s'appliquent.
- 5. La chercheuse ou le chercheur s'engage à respecter les obligations liées aux subventions et contrats de recherche, notamment en évitant toute fausse représentation de son niveau de compétence et en utilisant les fonds de recherche conformément aux règles des organismes subventionnaires et de l'établissement uniquement à des fins prévues dans l'entente de financement.
- 6. La chercheuse ou le chercheur divulgue à son établissement ou à l'organisme subventionnaire toute situation où son intérêt personnel ou celui de quelqu'un d'autre pourrait l'emporter sur l'intérêt de ces institutions. De plus, si elle ou il prend part à des comités d'attribution de subventions de recherche, quel que soit leur mandat, elle ou il doit révéler aux responsables les conflits d'intérêts dans lesquels elle-même, lui-même ou d'autres personnes pourraient être impliqués.
- 7. La chercheuse ou le chercheur transmet à la Direction de l'enseignement, de la recherche et de la création, toute plainte relative à l'inconduite dans ses travaux de recherche.

SECTION 4. Stratégie d'action

Plusieurs intervenants se partagent des responsabilités en ce qui concerne le respect des principes de conduite énoncés dans la politique relative à l'intégrité en recherche.

La chercheuse ou le chercheur est le premier responsable de l'application de la présente politique. Si elle ou il dirige une équipe de travail, elle ou il doit promouvoir l'application de ces principes au sein de celle-ci.

La Direction de l'enseignement, de la recherche et de la création voit à la diffusion de la politique relative à l'intégrité en matière de recherche auprès de tous les intervenants, notamment les chercheurs, les unités de recherche, les groupes de recherche et les laboratoires ou centres de recherche pour tout ce qui concerne les activités de recherche de l'établissement.

La Direction de l'enseignement, de la recherche et de la création assume également un rôle de promotion de

l'intégrité en recherche. Elle reçoit les allégations d'inconduite et les traite conformément à la procédure de traitement des plaintes. Elle reçoit également les déclarations de conflit d'intérêts potentiel et doit répondre à la personne intéressée. C'est cette direction qui tranchera toute question litigieuse concernant un manquement à l'intégrité en recherche, prenant en compte le rapport du comité d'enquête. Lorsqu'il a été établi qu'il y a eu manquement, elle saisit le Conseil de gestion afin que les sanctions appropriées soient imposées à l'égard de la personne visée par la plainte, et ce, conformément aux statuts, politiques et règlements de la Télé-université, aux conventions collectives ou aux protocoles d'ententes applicables.

Le Comité de la recherche et de la création sensibilise et informe les chercheurs de la Télé-université en matière d'intégrité en recherche.

Les chercheuses, les chercheurs et le Comité de la recherche et de la création peuvent concevoir d'autres méthodes de surveillance éthique continue pour faire face à des cas particuliers sur le plan de l'intégrité en recherche.

Confidentialité :

Toutes les demandes d'avis faites conformément à la présente politique sont traitées de façon confidentielle.

Un dossier confidentiel de toutes les déclarations ayant exigé une approbation ou une intervention de la directrice ou du directeur de l'enseignement, de la recherche et de la création est tenu à jour par la secrétaire générale ou le secrétaire général.

SECTION 5. Procédure de traitement des plaintes

Les allégations d'inconduite correspondent à une dérogation aux principes de conduite décrits dans la Politique relative à l'intégrité en recherche. Les allégations peuvent provenir de l'intérieur comme de l'extérieur de l'établissement. Peu importe la source, la motivation ou l'exactitude de la plainte, celle-ci doit être traitée avec rigueur, impartialité et confidentialité.

La présente politique est applicable à partir de la date d'entrée en vigueur.

5.1. Dépôt d'une plainte

1. Toute plainte d'inconduite doit être présentée par écrit à la directrice ou au directeur de l'enseignement, de la recherche et de la création (DERC). Une plainte doit être appuyée par des faits, des documents ou d'autres pièces permettant d'établir la véracité des faits rapportés. Les allégations envoyées de source anonyme ou par le truchement d'un tiers pourraient être prises en considération, mais seulement si tous les faits pertinents sont publiquement accessibles ou par ailleurs vérifiables de façon indépendante.
2. Les plaintes que reçoit la ou le DERC doivent être versées dans des dossiers confidentiels auxquels l'accès est restreint.
3. La ou le DERC doit accuser réception à la source d'une plainte lorsque celle-ci est identifiable dans les **cinq (5) jours** ouvrables suivant la réception de celle-ci.

5.2. Examen préliminaire

4. Dès qu'une plainte est déposée, la ou le DERC ou la personne qu'elle ou il désigne examine sommairement la plainte afin d'écartier immédiatement toute plainte futile ou irrecevable en vertu de la présente politique.
5. Au moment de l'examen préliminaire, la ou le DERC ou la personne qu'elle ou il désigne peut, s'il le juge perti-

ment, convoquer les personnes impliquées afin d'obtenir des clarifications sur la nature des allégations. Elle ou il peut également faire appel à des tiers susceptibles de l'assister dans son analyse. À cette étape, il s'agit d'établir si la plainte semble être fondée et s'il y a matière à une démarche approfondie. Elle ou il assure à l'accusé un recours équitable et lui donne l'occasion de répondre aux allégations pendant toute la durée de l'enquête.

6. Dans les dix (10) jours ouvrables suivant le dépôt de la plainte, la ou le DERC informe la personne visée de l'existence de la plainte, de son contenu et du fait qu'un examen préliminaire est en cours. Elle ou il s'assure, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1) que l'identité de la personne ayant déposé la plainte ne soit pas divulguée sans son consentement.
7. S'il y a lieu, la ou le DERC discute avec la plaignante ou le plaignant de la pertinence de prendre des mesures particulières pour éviter toute forme de représailles à son égard.
8. Si la personne qui a déposé la plainte refuse que son identité soit divulguée, la ou le DERC décide si l'examen préliminaire doit être abandonné ou si les informations dont elle ou il dispose lui permettent de poursuivre son analyse sans le bénéfice de cette divulgation.
9. Si nécessaire, la ou le DERC s'assure que toutes les mesures adéquates sont prises pour préserver la santé ou la sécurité des personnes ou/et pour éviter que des fonds administrés par l'Université soient utilisés de façon inappropriée.
10. Lorsque l'examen préliminaire aboutit à la conclusion du rejet de la plainte, la ou le DERC avise la personne visée et l'auteur ou l'auteure de la plainte, par écrit et sous pli confidentiel, et ce, dans les vingt (20) jours ouvrables suivant le dépôt de la plainte.
11. Lorsque l'examen préliminaire conclut au cas d'une irrégularité mineure et propose des correctifs estimés appropriés, la ou le DERC avise la personne visée et l'auteur(e) de la plainte, par écrit et sous pli confidentiel, et ce, dans les trente (30) jours ouvrables suivant le dépôt de la plainte.
12. Lorsque la ou le DERC juge qu'une enquête plus poussée s'avère nécessaire, elle ou il forme un « comité d'enquête » et communique par écrit avec la plaignante ou le plaignant, ainsi qu'avec la personne visée par la plainte, pour leur expliquer les règles de confidentialité et leur décrire le déroulement de la procédure, et ce, dans les trente (30) jours ouvrables suivant le dépôt de la plainte.

5.3. Enquête formelle

5.3.1. L'enquête est menée par un comité d'au moins trois (3) membres impartiaux, n'ayant pas participé à la vérification préliminaire de la plainte. Les membres du comité d'enquête sont nommés par la ou le DERC et sont liés par la confidentialité.

5.3.2. Le comité d'enquête est nécessairement composé :

- d'un membre du Comité d'éthique de la recherche avec les êtres humains (CER);
- d'une chercheuse ou d'un chercheur de la même discipline que la personne visée par la plainte;
- d'une personne issue de l'extérieur de la communauté universitaire de la Télé-université, versée en intégrité ou en éthique de la recherche.

Au moment de choisir les membres du comité d'enquête, la ou le DERC tient compte, entre autres, du sujet de l'enquête et de l'avantage de retrouver au sein du comité d'enquête des compétences pertinentes à l'égard du cas en question. Elle ou il doit, à tout moment, remplacer un membre du comité si elle ou il juge que celui-ci est en conflit d'intérêts face au cas étudié.

La ou le DERC informe la personne visée par la plainte et la plaignante ou le plaignant de la composition du comité

d'enquête. Ces personnes doivent, dans les cinq (5) jours ouvrables de la réception de cette information, lui signifier par écrit toute objection, le cas échéant, quant à l'impartialité ou à la possibilité de conflit d'intérêts de l'un ou l'autre des membres du comité. La ou le DERC prend en considération ces objections et prend des mesures appropriées.

5.3.3. Mandat du comité d'enquête

La ou le DERC nomme la présidente ou le président du comité d'enquête et informe ses membres du mandat qui leur est confié. Il leur rappelle les principes de justice naturelle et s'assure qu'ils sont informés des dispositions prévues dans la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1).

La présidente ou le président du comité d'enquête détermine des règles précises quant au déroulement de l'enquête et de la tenue de l'audience. L'application de ces règles devra être suffisamment flexible pour répondre aux situations particulières. Le comité peut procéder à l'enregistrement sonore ou sténographique de l'audience et en avise alors les personnes concernées.

Le comité d'enquête procède à une audience qui se déroule à huis clos. Toute personne participant à l'enquête, à titre de témoin, de conseillère ou de conseiller, d'observatrice ou d'observateur, doit signer une entente de confidentialité.

Au terme de son enquête, le comité d'enquête doit conclure s'il y a eu inconduite ou non. À moins de circonstances exceptionnelles, le comité d'enquête remet son rapport dans les soixante (60) jours ouvrables suivant la réception de son mandat.

Le comité d'enquête assure à l'auteure ou l'auteur de la plainte tout comme à la personne accusée le droit d'être entendu; il assure un recours équitable à la personne accusée, entre autres, le droit d'être entendue et le droit d'être accompagnée par une personne de son choix, si elle le désire, au moment de sa rencontre avec le comité. La ou le DERC et le comité chargé de l'enquête protègent l'anonymat de la personne accusée et de l'auteure ou l'auteur de l'allégation.

Au terme de son enquête, le comité d'enquête doit conclure s'il y a eu inconduite ou non. À moins de circonstances exceptionnelles, il remet l'ensemble du dossier d'enquête incluant les dossiers relatifs aux interrogatoires ainsi qu'un rapport contenant son avis à la directrice ou au directeur de l'enseignement, de la recherche et de la création.

5.3.4. Rapport du comité d'enquête

Ce rapport, transmis à la ou au DERC, doit conclure :

- soit que la plainte n'est pas fondée et que le dossier doit être clos;
- soit que l'enquête a permis d'établir qu'il y a eu manquement aux dispositions de la Politique relative à l'intégrité en recherche.

Le rapport doit contenir « une description de l'allégation faisant l'objet de l'enquête, une liste des personnes responsables de l'enquête, une description des mesures prises pour empêcher des conflits d'intérêts réels ou apparents pendant l'enquête, les méthodes et procédures suivies pour obtenir de l'information et évaluer l'allégation, un résumé des dossiers compilés, les conclusions de l'enquête... »²⁰.

²⁰ CRSH (1997). *L'intégrité dans la recherche et les travaux d'érudition. Procédure d'examen des allégations d'inconduite dans la recherche et l'érudition.*

Si, dans le cours de ses travaux, le comité d'enquête constate que des situations n'impliquant pas de manquement à la présente politique requièrent néanmoins des correctifs, il le mentionne dans son rapport. La ou le DERC indique aux personnes responsables les correctifs devant être mis en place et le délai requis pour le faire.

Dans l'éventualité où le comité constate que la plainte était malicieuse, il en informe la directrice ou le directeur de l'enseignement, de la recherche et de la création, qui voit à ce que les actions appropriées soient menées.

Plainte non fondée

Si le comité d'enquête conclut que la plainte n'est pas fondée, le dossier est définitivement clos et la ou le DERC en informe immédiatement les personnes concernées. Toute référence à la plainte est retirée du dossier de la personne visée par la plainte et la documentation relative au dossier est détruite.

Plainte fondée

Si l'enquête a révélé que des dispositions de la présente politique n'ont pas été respectées, le comité d'enquête précise, dans son rapport, la nature des manquements et évalue leur degré de gravité.

Appel

Il est possible d'en appeler de la décision du comité d'enquête auprès d'un comité d'appel nommé par la ou le DERC. Ce comité d'appel est formé de trois (3) membres nommés par la ou le DERC. Le premier membre est une personne issue de la même catégorie de personnel que celle du membre qui dépose la plainte, le second membre est issu du corps professoral et le troisième membre est proposé par les deux premiers membres. Les membres du comité d'appel doivent eux-mêmes être exempts de conflits d'intérêts envers la personne ou l'objet en litige.

Le délai pour la personne qui veut aller en appel est de vingt (20) jours ouvrables suivant la date à laquelle les résultats de l'analyse préliminaire/de l'enquête ont été transmis aux personnes concernées.

S'il y a appel, le suivi exercé par la ou le DERC, tel que mentionné aux points b., c., d., e., f., g. et h. de la section 5.3.5., sera effectué après la décision du comité d'appel.

5.3.5. Suivi par la directrice ou le directeur de l'enseignement, de la recherche et de la création

- a. À la réception du rapport du comité d'enquête, la ou le DERC en transmet une copie à la personne visée par la plainte et à la plaignante ou au plaignant, dans les conditions prévues par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.R.Q., chapitre A-2.1.
- b. Si le rapport conclut que les dispositions de la présente politique n'ont pas été respectées, la ou le DERC doit, s'il y a lieu, faire part du résultat de l'enquête à l'organisme subventionnaire, aux donateurs, aux bailleurs de fonds ou aux partenaires de recherche concernés, selon les modalités prévues aux ententes qui les lient à l'Université. Le cas échéant, la ou le DERC saisit le Conseil de gestion afin que les sanctions appropriées soient imposées à l'égard de la personne visée par la plainte, et ce, conformément aux statuts, politiques et règlements de la Télé-université, aux conventions collectives ou aux protocoles d'entente applicables.
- c. Si le comité d'enquête mentionne dans son rapport que des correctifs administratifs sont requis, la ou le DERC en informe le Conseil de gestion qui voit à ce que les mesures appropriées soient prises.

- d. Si l'existence de la plainte a fait l'objet d'une diffusion publique et que la personne visée par la plainte n'en est pas responsable, la Télé-université, après discussion avec celle-ci, prend les mesures raisonnables pour protéger ou rétablir la réputation de cette personne.
- e. Si une réclamation ou des procédures judiciaires étaient intentées par une personne ayant fait l'objet d'une plainte d'inconduite à l'encontre de la personne ayant pris l'initiative de la plainte, la Télé-université assurerait à cette dernière une protection financière et juridique appropriée, à la condition que la plainte ait été formulée de bonne foi.
- f. Tout manquement à la confidentialité d'une plainte est susceptible d'entraîner une sanction, conformément aux statuts, politiques et règlements de la Télé-université, aux conventions collectives ou aux protocoles d'entente applicables.
- g. Au terme de l'enquête, la ou le DERC transmet au Secrétariat général l'ensemble des documents relatifs au dossier pour conservation pendant une période d'au moins cinq ans, assurant ainsi la possibilité de vérification au besoin. L'accès au dossier est conditionnel à l'autorisation écrite conjointe de la secrétaire générale ou du secrétaire général et de la directrice ou du directeur de l'enseignement, de la recherche et de la création.
- h. À la suite du dépôt du rapport par le comité d'enquête, le traitement du dossier par la ou le DERC doit être terminé dans les quatre-vingt dix (90) jours ouvrables suivant le dépôt de la plainte.
- i. À la fin d'une année au cours de laquelle il y a eu une plainte d'inconduite, la ou le DERC produit un rapport résumant les principales connaissances que son examen des allégations de non-conformité lui a permis d'acquérir, les défis auxquels elle ou il a fait face au moment d'appliquer la procédure et les améliorations qui pourraient lui être apportées.

TABLE DES MATIÈRES

SECTION 1.	PRÉAMBULE	1
SECTION 2.	ÉNONCÉS DE PRINCIPES	2
SECTION 3.	PRINCIPES DE CONDUITE	3
SECTION 4.	STRATÉGIE D'ACTION	7
SECTION 5.	PROCÉDURE DE TRAITEMENT DES PLAINTES	8